

MICHAEL PETROU

RENÉGATS

Les Canadiens engagés dans la guerre civile espagnole

Traduit de l'anglais par Véronique Dassas et Colette St-Hilaire

LUX

RENÉGATS

MICHAEL PETROU

RENÉGATS

Les Canadiens engagés dans
la guerre civile espagnole

Traduit de l'anglais par Véronique Dassas et Colette St-Hilaire



La collection « Mémoire des Amériques » est dirigée par David Ledoyen

Dans la même collection :

- Norman Bethune, *Politique de la passion. Lettres, créations et écrits*
- Beverly D. Boissery, *Un profond sentiment d'injustice. La trahison, les procès et la déportation des rebelles du Bas-Canada en Nouvelle-Galles-du-Sud après la rébellion de 1838*
- Gilbert Boulanger, *L'alouette affolée*
- Laura Castellanos, *Le Mexique en armes. Guérilla et contre-insurrection, 1943-1981*
- Michel Cordillot, *Révolutionnaires du Nouveau Monde. Une brève histoire du mouvement socialiste francophone au États-Unis, 1885-1922*
- Martin Duberman, *Howard Zinn. Une vie à gauche*
- Daniel Francis, *Le péril rouge. La première guerre canadienne contre le terrorisme, 1918-1919*
- Eduardo Galeano, *Mémoire du feu*
- Jean-Pierre Le Glaunec, *L'armée indigène. La défaite de Napoléon en Haïti*
- Roy MacLaren, *Derrières les lignes ennemies. Les agents secrets canadiens durant la Seconde Guerre mondiale*
- Jesús Silva Herzog, *Histoire de la Révolution mexicaine*
- Howard Zinn, *La bombe. De l'inutilité des bombardements aériens*

© UBC Press, 2008

Titre original: *Renegades. Canadians in the Spanish Civil War*

© Lux Éditeur, 2015

www.luxediteur.com

Dépôt légal: 1^{er} trimestre 2015

Bibliothèque et Archives Canada

Bibliothèque et Archives nationales du Québec

ISBN (papier): 978-2-89596-194-9

ISBN (epub): 978-2-89596-619-7

ISBN (pdf): 978-2-89596-919-8

Ouvrage publié avec le concours du Conseil des arts du Canada, du Programme de crédit d'impôt du gouvernement du Québec et de la SODEC. Nous reconnaissons l'aide financière du gouvernement du Canada par l'entremise du Programme national de traduction pour l'édition et du Fonds du livre du Canada (FLC) pour nos activités d'édition.

ESPAGNE

*Quand feuille et lumière redonnent vie à la branche nue
Rappelez-vous que c'est pour elle qu'ils se battent,
Pour les collines couvertes de brume et la cime verte et pointue
Du pin qu'ils gisent dans la poussière suffocante du combat*

*Vous, qui avez la beauté au bout des doigts
Retenez-la, car les coups de feu déchirent
Le front de vos camarades; retenez-la au-dessus
De leurs corps, barricades de sang et de mort*

*Vous, qui vivez sous le soleil de la paix
Et lisez les nouvelles après la prière du matin
Pouvez estimer chère cette paix qui a mené
Vos fils à se battre pour ce nouveau et sinistre paradis*

Dorothy LIVESAY
(Traduction de Jean Antonin Billard)

PRÉFACE

LA POUDRIÈRE ESPAGNOLE

À LA VEILLE DE la guerre civile de 1936-1939, l'Espagne était déchirée par de terribles conflits internes. Le vent de modernisation qui avait balayé pratiquement toute l'Europe n'était pas passé par l'Espagne : le pays était conservateur et arriéré, et la révolte grondait parmi les pauvres et ceux qui voulaient en finir avec le pouvoir de l'armée, de la noblesse terrienne et de l'Église catholique. En 1931, ces tensions forcèrent le roi Alphonse XIII à abdiquer et permirent le rétablissement de la démocratie sous la Seconde République. Le nouveau gouvernement de gauche s'engagea dans une série de réformes ambitieuses pour séculariser le pays et réduire le pouvoir des riches propriétaires terriens. Les conservateurs réagirent avec fureur, tandis que les paysans qui continuaient de croupir dans la pauvreté ne tardèrent pas à perdre leurs illusions. Une coalition de droite remporta donc les élections de 1933. L'année suivante, quelques groupes de gauche tentèrent de déclencher une grève et un mouvement révolutionnaire dans tout le pays. Ce fut un grand succès dans les mines de charbon des Asturies, dans le nord du pays, où la grève conduisit à un soulèvement armé. Les mineurs tinrent bon pendant deux semaines avant que le gouvernement ne fasse intervenir l'armée, avec bombes et obus. Après l'insurrection, la droite accusa ses adversaires de gauche de ne respecter le processus électoral que quand c'était eux qui l'emportaient.

La gauche, cependant, en tira des leçons de démocratie. Elle mit sur pied une vaste coalition de socialistes, de libéraux, de nationalistes catalans et d'anarchistes, qu'elle baptisa Front populaire, pour disputer les élections de 1936. Celui-ci l'emporta sur la coalition de droite du Front national et, en mai 1936, Manuel Azaña fut élu président de la République. À ce moment-là, cependant, les divisions dans le pays étaient

devenues irréconciliables et le conflit déborda bientôt la sphère politique. Des églises furent incendiées, des personnalités de premier plan assassinées, et cela fit trembler le pays entier.

L'élite militaire commença à préparer un coup d'État pour déposer le gouvernement élu. Francisco Franco et d'autres généraux mirent le feu aux poudres dans la nuit du 17 juillet 1936 en organisant la révolte de l'armée coloniale au Maroc. Le lendemain, la rébellion s'étendit à l'Espagne continentale. Ce ne fut cependant pas un succès sur toute la ligne. Certaines garnisons restèrent fidèles à la République; d'autres se rebellèrent, mais furent vaincues par des milices de citoyens. Presque tout de suite, l'Espagne se retrouva divisée entre les régions contrôlées par les forces favorables aux insurgés et celles qui restaient fidèles au gouvernement. Les rebelles l'avaient emporté presque partout dans le Nord-Ouest. Cependant, et c'était crucial, le Pays basque et les Asturies avaient choisi le camp de la République. Traditionnalistes et farouchement catholiques, les Basques, comme les Catalans, voulaient plus d'autonomie; ils avaient donc appuyé le gouvernement parce que c'est précisément cela qu'il leur avait promis. La République contrôlait presque tout l'est du pays, y compris ses deux plus grandes villes, Barcelone et la capitale, Madrid. Les deux camps commirent des atrocités contre leurs adversaires politiques réels ou imaginés. Ce qui ne fit que durcir les oppositions.

Les partisans du coup d'État redoutaient le changement, ils se battaient pour maintenir l'ancien ordre social et leur condition de privilégiés. Leur coalition comprenait des monarchistes, des conservateurs, des fascistes déclarés et de riches propriétaires terriens.

Parmi les opposants à la rébellion se trouvaient les socialistes, les anarchistes, les nationalistes des régions, les libéraux démocrates et les communistes. Pendant la guerre, de graves tensions marquèrent leur alliance improbable, parfois à la limite de la rupture. Elles ne concernaient pas leur opposition au fascisme ou au putsch de Franco, mais portaient sur la façon de conduire la guerre et sur le type de pays que devait devenir l'Espagne. Certains se battaient pour l'autonomie de leur région et pour leurs droits en tant que Basques ou Catalans. D'autres luttaient pour le communisme, pour le socialisme, d'autres encore pour la révolution anarchiste ou pour la démocratie libérale. Pendant presque toute la guerre, on parvint à concilier ces divergences, ou au moins à s'en

accommoder. Mais elles provoquèrent également quelques incidents violents entre ceux qui combattaient ensemble en Espagne¹.

Dans certains cas, du côté des rebelles comme du gouvernement, on se battait à cause d'une simple question de géographie. La réalité tragique d'une guerre civile, c'est que beaucoup de gens se retrouvent pris au piège dans ce qu'ils considèrent comme un territoire ennemi.



Craignant dès le début de la guerre de se faire battre, les rebelles espagnols sollicitèrent et obtinrent l'appui d'Adolf Hitler pour faire traverser le détroit de Gibraltar aux troupes d'élite de leur armée d'Afrique, dont la Légion étrangère, et de les ramener au sud du pays. De là, leurs colonnes lancèrent une offensive à première vue imparable vers le nord.

Par la suite, Hitler et son comparse, le dictateur italien Benito Mussolini, apportèrent leur appui à Franco en lui fournissant des chars, de l'artillerie, des avions, des pilotes, des instructeurs et des dizaines de milliers de soldats. La contribution de l'Allemagne a été estimée à quelque 600 avions, 200 chars, des pièces d'artillerie particulièrement efficaces et 16 000 hommes, dont des instructeurs civils². L'Espagne servit de banc d'essai à la machine de guerre naissante de Hitler et fut en quelque sorte le terrain de jeu secret des jeunes aviateurs de la célèbre légion Condor des Allemands. Le pilote allemand Adolf Galand raconte qu'entre 1936 et 1939 une personne pouvait disparaître pendant six mois et soudainement refaire surface en Allemagne « de bonne humeur, bronzée, au volant de sa nouvelle voiture » et raconter aux copains ses aventures espagnoles³.

Benito Mussolini, autant par affinité idéologique avec Franco que par une extraordinaire vanité nationale, expédia 75 000 soldats et aviateurs, 800 pièces d'artillerie, 660 avions, 150 chars, ainsi que des moteurs d'avion, des bombes, des munitions, des fusils et autour de 7 660 véhicules automobiles. Les aviateurs italiens jouèrent un rôle très actif dans les bombardements et les combats aériens ; l'Italie engagea aussi dans la guerre des sous-marins et des navires. Cependant, contrairement aux Allemands, les Italiens ne prirent guère plaisir à leur intervention. Les troupes italiennes furent malmenées sur le champ de bataille et perdirent

plus de 4 000 soldats pendant le conflit. L'Italie perdit en outre plus du quart de l'équipement militaire qui avait été prêté à l'Espagne⁴.

Quelque 75 000 Maures du Maroc, une colonie espagnole en Afrique du Nord, vinrent grossir les troupes de Franco. Ces soldats compétents se révélèrent particulièrement efficaces dans l'avancée des troupes de Franco vers le nord à partir du détroit de Gibraltar et, avec leurs alliés allemands et italiens, jouèrent un rôle décisif dans la victoire finale. De petits contingents, entre autres certains soldats portugais et quelques volontaires privés venus d'Irlande, combattirent avec les rebelles, mais leur appui ne fut pas déterminant. On sait que deux Canadiens combattirent avec Franco. Warde Harry Phalen s'engagea comme pilote, mais il revint très vite au Canada, accusé d'avoir agressé un chauffeur de taxi⁵. Le deuxième individu, « Tug » Wilson, qui avait déserté d'un vaisseau de la marine britannique pour se joindre à la Légion étrangère espagnole, déserta à nouveau et quitta clandestinement le pays avec des volontaires irlandais pour aller défendre Franco⁶.

Le gouvernement sollicita lui aussi l'aide de l'étranger. La République ne put cependant acheter des armes sur le marché libre, les grandes puissances lui ayant imposé un embargo. Théoriquement conçu pour empêcher la guerre civile espagnole de se propager, le pacte de non-intervention plaça le gouvernement espagnol élu sur le même plan que les rebelles responsables du coup d'État. L'accord servait en fait à faire illusion, à donner à la communauté internationale une aura de neutralité. Mais le blocus limitait quand même énormément la capacité de défense du gouvernement espagnol. Le Mexique passa outre et vendit des fusils, des munitions et des camions à l'Espagne, mais c'était du matériel de piètre qualité⁷. La France fournit également de l'équipement militaire et des avions, et la République put s'approvisionner auprès de marchands d'armes internationaux. L'Union soviétique, son fournisseur le plus important et le plus fiable, vendit à l'Espagne un millier d'avions et 900 chars, sans parler des munitions, du combustible, des pièces d'artillerie et des camions⁸. Le personnel soviétique en Espagne comprenait des pilotes, des conducteurs de chars d'assaut et des instructeurs, mais aussi des conseillers militaires et des agents du renseignement qui, compte tenu de l'aide apportée par leur pays, réussirent à faire pression et à exercer une influence sur l'armée et le gouvernement républicains. Les effectifs et la puissance du Parti communiste espagnol se développeront considérablement au cours de la guerre.

Les dirigeants soviétiques éprouvaient peut-être quelque sympathie pour le gouvernement de gauche de l'Espagne, mais leur appui répondait également à des préoccupations de sécurité. Quand la guerre civile éclata, le gouvernement soviétique poursuivait une politique de rapprochement avec les démocraties occidentales pour contrer les puissances montantes de l'Allemagne nazie et de l'Italie fasciste. Craignant une attaque allemande, l'Union soviétique se joignit à la Ligue des nations en 1934 et conclut un pacte avec la France en 1935. Moscou enjoignit aux partis communistes d'établir une stratégie de front populaire, de rechercher des alliances avec les mouvements « progressistes » ou antifascistes de leurs pays respectifs, y compris ceux qui rassemblaient des éléments de la bourgeoisie dite libérale. Les seuls antifascistes que les communistes se devaient de fuir à tout prix étaient les trotskistes, cette étiquette désignant les partisans de l'ancien rival et ennemi juré de Staline, Léon Trotski, mais aussi tous ceux qui paraissaient vouloir s'opposer à leur parti.

Après avoir rêvé pendant plus de dix ans d'exporter la révolution socialiste, le Komintern, l'Internationale communiste, dut donc remettre ce but à plus tard pour se concentrer sur la protection de l'Union soviétique. Le dictateur Joseph Staline redoutait une victoire nationaliste en Espagne : son alliée, la France, aurait alors été entourée de voisins hostiles sur trois flancs, et une Allemagne enhardie aurait alors facilement pu attaquer la Russie sans avoir à craindre des frappes françaises sur sa frontière occidentale⁹. Ces préoccupations s'exprimèrent le 3 novembre 1936 lors d'une rencontre entre Ivan Maisky, l'ambassadeur soviétique à Londres, et Anthony Eden, le secrétaire d'État aux Affaires étrangères anglais. Selon Eden, Maisky lui aurait dit que le gouvernement de l'Union soviétique était convaincu qu'en cas de victoire du général Franco, « l'Allemagne et l'Italie seraient enhardies et la menace d'une autre agression violente s'en trouverait d'autant rapprochée – cette fois, peut-être, contre l'Europe centrale ou l'Europe de l'Est. C'était là une dynamique que la Russie voulait éviter à tout prix et c'était du coup son principal motif pour souhaiter une victoire du gouvernement espagnol dans la guerre civile¹⁰ ». Laurence Collier, chef du service du Nord au ministère des Affaires étrangères, jugea que le compte rendu de Maisky était « fondamentalement juste¹¹ ».

Les Soviétiques n'engagèrent toutefois pas suffisamment de troupes et de matériel pour assurer une victoire rapide. Ils craignaient qu'une République espagnole victorieuse, et surtout ouvertement favorable à la

révolution socialiste pût conduire à un conflit généralisé en Europe. Plus encore, ils redoutaient une France et une Angleterre neutres ou même, peut-être, dressées contre la Russie. Son armée n'étant pas préparée à la guerre, Staline cherchait à préserver l'équilibre des forces à l'échelle internationale et à éviter de s'aliéner la France et l'Angleterre. Il souhaitait plutôt prolonger la guerre en Espagne, voir Hitler s'embourber loin des frontières de la Russie, et maintenir la République espagnole en vie aussi longtemps que possible, le temps pour l'URSS de se réarmer et de se préparer à une inévitable confrontation avec l'Allemagne nazie¹².

Grâce à l'Internationale communiste et aux partis communistes partout dans le monde, l'Union soviétique se chargea également de recruter et de mobiliser 40 000 volontaires internationaux qui allèrent se battre aux côtés du gouvernement républicain. La grande majorité des Canadiens qui prirent part à la guerre civile firent partie des fameuses Brigades internationales. Très vite après le début des hostilités, il devint clair que bon nombre de gauchistes et de démocrates partout dans le monde étaient désireux d'en découdre physiquement avec le fascisme. Dès le début de la guerre débarquèrent certains volontaires non organisés, mais prêts à participer au combat. L'Union soviétique vit là l'occasion de tirer profit du sentiment populaire et s'en saisit. Les Brigades internationales incarnaient l'idéal soviétique d'un large front populaire antifasciste. Bien que leurs assises fussent communistes, les Brigades jouissaient d'un large appui dans la gauche et même dans les milieux plus modérés; sans être ouvertement liées à l'Union soviétique, elles étaient un symbole éclatant et tangible de l'appui international à la cause antifasciste. Réticent au début, le gouvernement espagnol donna son aval à leur création en octobre 1936, reconnaissant ainsi à la fois la valeur militaire et la force de propagande des volontaires internationaux, tout comme les bienfaits de l'aide militaire soviétique qui aurait pu se faire attendre si le gouvernement espagnol avait rejeté les Brigades.

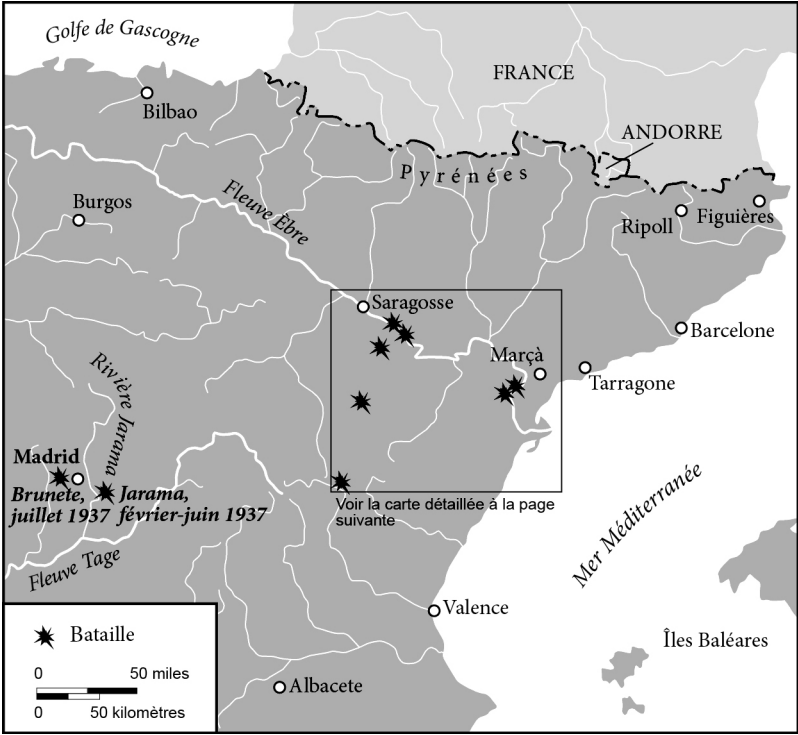
Celles-ci firent leur entrée en scène en tant que force de combat en novembre 1936, au moment où des colonnes de rebelles lançaient leur attaque sur Madrid. Pour tous ceux qui, partout dans le monde, croyaient que l'Espagne était au centre d'une lutte impitoyable entre le fascisme et la liberté, la capitale espagnole prit une importance symbolique singulière. On s'attendait à ce que la ville se rendit rapidement. Piètement armés et désespérés, mais forts du slogan inscrit sur leur bannière (« *No pasarán* » : Ils ne passeront pas), des milices progouvernementales et des

civils repoussèrent les attaquants nationalistes. Les combattants de Madrid purent compter sur le renfort de volontaires allemands et italiens surtout, mais aussi de quelques Britanniques, quelques Français et quelques Polonais. Il n'y avait pas encore de Canadiens dans leurs rangs; ils allaient arriver dans les mois suivants. Le médecin canadien Norman Bethune avait cependant déjà commencé son travail dans la ville assiégée, fournissant du sang aux soldats et aux civils blessés. Ensemble, les défenseurs de la cité stoppèrent l'avance nationaliste sur Madrid.

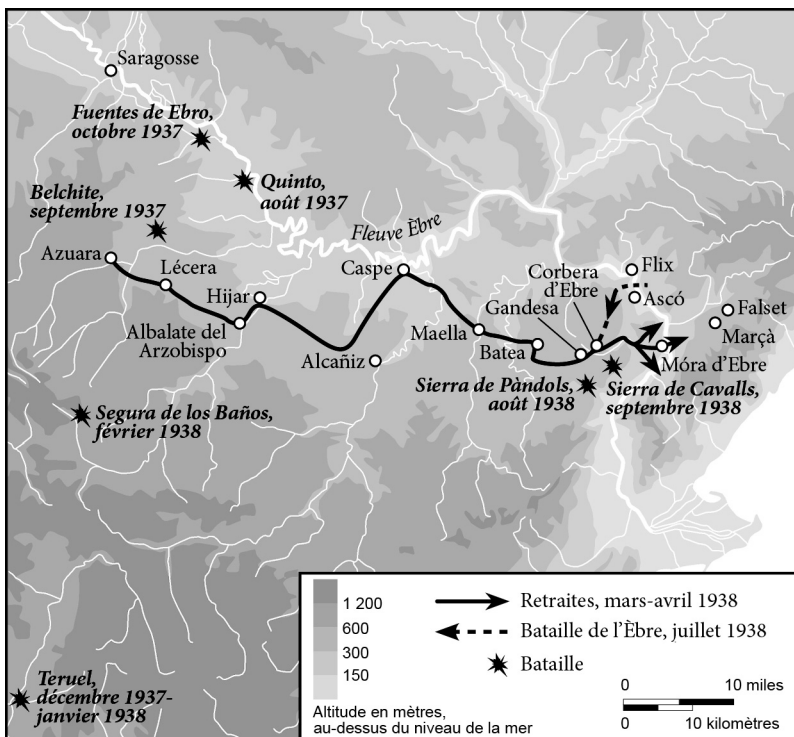
La capitale espagnole allait échapper à Franco jusqu'aux derniers jours de la guerre en mars 1939, au moment où la République espagnole, en ruines, fut finalement défaite. Des centaines de milliers de réfugiés affluèrent vers la France ou vers les ports espagnols, dans l'espoir, généralement vain, de quitter le pays avant que les troupes de Franco ne puissent les rattraper.

Leur peur était légitime: des soldats et des dizaines de milliers de personnes soupçonnés de sympathies républicaines furent emprisonnés, condamnés aux travaux forcés et exécutés dans les purges sanglantes qui ont suivi la victoire de Franco. Les volontaires internationaux qui avaient tenu le coup pendant les trois années précédentes avaient déjà quitté l'Espagne à ce moment-là. Sachant que la prison, ou pire encore, les attendait dans leur pays d'origine, des milliers d'Allemands, d'Italiens et de Hongrois restèrent en France et bon nombre d'entre eux furent internés dans des camps de concentration. Les volontaires venus du Canada, des États-Unis et d'Angleterre qui pouvaient rentrer chez eux en toute sécurité s'empressèrent de le faire.

Cependant, la guerre rattrapa bientôt ces hommes, comme elle embrasa le monde entier. La Seconde Guerre mondiale, un conflit que beaucoup de volontaires internationaux en Espagne avaient entrevu et qu'ils avaient voulu prévenir, éclata dans les mois qui suivirent la victoire franquiste. Les démocraties occidentales, qui avaient fermé les yeux sur la montée du fascisme en Europe et sacrifié l'Espagne dans une vaine tentative de l'apaiser, prirent tardivement les armes pour assurer leur propre défense.



Opérations militaires impliquant des Canadiens pendant la guerre civile espagnole.



Opérations militaires impliquant des Canadiens pendant la guerre civile espagnole, carte détaillée.

INTRODUCTION

DANS LES ANNÉES 1930, les Canadiens n'avaient aucune raison particulière de penser que leurs vies et leurs destins pouvaient croiser ceux des Espagnols. L'Espagne, après tout, était bien loin. Ses habitants parlaient une autre langue. Très peu de Canadiens pouvaient faire remonter leurs origines à l'Espagne ou y trouver de la famille. Les deux pays auraient pu parfaitement appartenir à des mondes différents. Et pourtant, entre 1936 et 1939, près de 1 700 Canadiens ont choisi de participer à la guerre civile espagnole et plus de 400 d'entre eux y ont laissé leur vie. Pourquoi?

Ce livre a pour but de répondre à cette question, c'est-à-dire d'établir qui étaient ces Canadiens et ces quelques Canadiennes qui ont risqué leur vie en Espagne, pourquoi ils se sont portés volontaires, et ce qui leur est arrivé au cours de cette guerre ainsi que dans les années qui ont suivi. L'accent y est mis sur la majorité de Canadiens qui ont servi dans les Brigades internationales et plusieurs chapitres sont consacrés aux grandes campagnes auxquelles ils ont participé. Ce livre comprend aussi trois chapitres sur les Canadiens Bill Williamson, William Krehm et Norman Bethune, qui ont passé beaucoup de temps dans d'autres unités. Il s'agira ici de tenter une analyse approfondie de leurs parcours hors du commun. Deux chapitres portent sur la discipline, la morale et les sanctions au sein des Brigades internationales, des enjeux qui sont au centre des débats historiographiques actuels sur les volontaires internationaux en Espagne. Le livre analyse ensuite la réaction du gouvernement canadien et des services de sécurité devant l'engagement des Canadiens en Espagne et se termine avec le retour des volontaires, dans les années et les décennies qui ont suivi la guerre.

Faire l'histoire, et en particulier l'histoire d'une guerre, est toujours un exercice controversé et politique. Rarement cependant un conflit a-t-il suscité autant de passion et provoqué autant de polémique que la

guerre civile espagnole. À l'époque, il divisa pratiquement le monde entier, et de nos jours, plusieurs décennies plus tard, on se dispute toujours à propos d'anciennes ou de nouvelles dissensions, que ce soit dans les livres d'histoire, les films, les romans ou les revues spécialisées.

Les armes s'étaient à peine tuées que la controverse commençait déjà : comment décrire la guerre civile ? Comment l'évoquer ? Pendant les quelque quarante ans de la dictature de Franco, on interdit aux historiens espagnols d'écrire sur la guerre civile d'une manière qui eût pu porter ombrage à la cause nationaliste ou au régime de Franco. Les historiens franquistes rejetèrent le blâme sur la gauche, communiste en général, des extrémistes qui poussèrent des hommes jugés modérés à se joindre à l'armée républicaine et à combattre pour l'Espagne. On décrivit dans le détail les atrocités commises par les républicains, en particulier les crimes contre l'Église catholique et le clergé ; on effleura à peine les crimes des nationalistes¹.

Outre le besoin de légitimer son régime, Franco avait de bonnes raisons de présenter sa rébellion militaire comme une guerre de défense nécessaire et glorieuse. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, de nombreux observateurs pensèrent que Franco allait bientôt connaître le sort de ses camarades d'antan, Adolf Hitler et Benito Mussolini. Mais alors que Berlin tombait aux mains des Alliés, un nouveau conflit – la guerre froide – divisa l'Europe. Le régime de Franco se retrouva alors du bon côté du rideau de fer et il voulut tirer parti de sa position de sentinelle de l'Occident dans sa lutte contre le communisme. Les historiens franquistes insistèrent sur une hypothétique clairvoyance du dictateur qui avait reconnu le danger du communisme et l'avait combattu. Franco fut réhabilité aux yeux de l'Occident et son régime allait durer sans encombre pendant des décennies.

Évidemment, les Espagnols ayant survécu à la guerre civile n'étaient pas tous nationalistes, et nombre de républicains tenaient aussi à s'exprimer sur le conflit. Ceux qui vivaient en Espagne, manifestement, en furent empêchés. Toutefois, des milliers de républicains trouvèrent asile à l'étranger. L'impossibilité d'avoir accès aux archives espagnoles les gêna. Pour quelques-uns, les blessures de la guerre étaient aussi trop vives. Incapables de se mettre d'accord sur les raisons de leur défaite, les exilés républicains poursuivirent les débats entamés à l'époque du conflit sur la façon dont il aurait dû d'emblée être mené.

CINQUIÈME PARTIE
LES SUITES

Chapitre 14. Les indésirables	253
Conclusion	267
Postface	273
Remerciements	279
Annexe	283
Notes	355
Bibliographie	393

CET OUVRAGE A ÉTÉ IMPRIMÉ EN JANVIER 2015 SUR LES
PRESSES DES ATELIERS DE L'IMPRIMERIE HLN POUR LE
COMPTE DE LUX, ÉDITEUR À L'ENSEIGNE D'UN CHIEN
D'OR DE LÉGENDE DESSINÉ PAR ROBERT LAPALME

L'infographie est de Claude BERGERON

La révision du texte a été réalisée par Jean-Yves SOUCY

Lux Éditeur
c.p. 60191
Montréal, Qc H2J 4E1

Diffusion et distribution
Au Canada : Flammarion

Imprimé au Québec
sur papier recyclé 100 % postconsommation

RENÉGATS

Entre 1936 et 1939, près de 1 700 Canadiens ont défié la politique étrangère de leur gouvernement et se sont engagés comme volontaires dans la guerre civile espagnole. En faisant ce choix, ils quittaient la misère des camps de secours, des mines et des grandes villes pour aller combattre le fascisme dans un pays qui leur était inconnu. Ils furent plus de 400 à y perdre la vie.

S'appuyant sur des archives de l'Internationale communiste rendues publiques récemment et sur les témoignages de vétérans qu'il a interviewés, Michael Petrou raconte l'histoire de ces hommes. Qui étaient-ils? Quelles raisons les ont poussés à s'engager? Comment le gouvernement canadien et la GRC ont-ils réagi en voyant ce flot de compatriotes rejoignant illégalement une guerre outre-mer? Qu'ont-ils vécu en Espagne?

Récit d'idéalisme et de courage, mais aussi de trahisons et de défaites, *Renégats* s'adresse à quiconque souhaite mieux comprendre l'amère lutte de la démocratie contre le totalitarisme au cours des années 1930, à l'aube du plus grand conflit que l'humanité ait jamais connu.

Michael Petrou est correspondant étranger du magazine Maclean's et détient un doctorat en histoire contemporaine de l'université Oxford.